

la Vérité

ORGANE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE

N° 11. — 22 Novembre 1929

Hebdomadaire

Prix : 0 fr. 50

Les élus contre le parti

Les six conseillers municipaux communistes de Paris rompent avec la direction de l'Internationale. Ils appartiennent à ce personnel de professionnels de la politique qui constituait dans le parti communiste une survivance du parti électoraliste et parlementaire d'avant la scission. Ils étaient des professionnels de la politique édilitaire, — c'est-à-dire de la gestion municipale, des coulisses administratives, des intrigues de l'Hôtel-de-Ville, des préoccupations électorales et des services à rendre aux petits commerçants. Leurs professions de foi, lors des récentes élections, étaient celles d'édiles attentifs aux intérêts généraux de la cité. Comme tels, ils cumulaient leurs fonctions administratives à l'Hôtel-de-Ville avec l'approbation tacite, soumise et distante de la ligne générale du parti.

La direction a longtemps usé de cette équipe. Le petit groupe des spécialistes de l'Hôtel-de-Ville contribuait à sa façade comme le groupe parlementaire autour de Cachin, comme l'*Humanité* à gros tirage. De plus, elle utilisait les succès électoraux que lui valaient ces vieux routiers des scrutins de quartier.

Actuellement, la direction les découvre et fait front contre eux. Les municipaux, qui en ont encore pour cinq ans, ont fait leur choix. Ils n'entendent pas laisser mettre en question la traditionnelle pratique réformiste de l'Hôtel-de-Ville. Ils préfèrent sacrifier l'avantage que leur constituait l'appui du Parti. Pour s'en aller sur une plate-forme politique, ils ont élaboré un document qui s'applique à être décent, mais qui est seulement plat, dans lequel ils dénoncent « la gangrène anarcho-communiste ». Ils se plaignent de la méfiance dont ils sont l'objet, soulignent l'affaiblissement du Parti et protestent contre les policiers et les provocateurs « dont le parti est infesté ». Cette lettre ne sert à rien d'autre qu'à fournir une sortie digne à des hommes attachés à leur petit travail du conseil municipal et qui n'entendent pas en être dérangés. Demain, ils accepteront d'être soutenus par leurs collègues de la gauche socialiste et bourgeoise, leurs voisins de toujours dans les tâches quotidiennes de l'administration, sur lesquels ils s'appuient déjà en fait pour défendre contre les troubleurs « anarcho-communistes », le « travail honnête » accompli au Conseil municipal.

La direction, elle, est prise à son piège. Elle a employé ces hommes pour leur compétence, leur entêtement, leurs apparences bourgeoises comme garants et comme paravents de ses entreprises. Garchery était hier président du Conseil d'administration de la B.O.P. Aujourd'hui, la direction craint tout de ces hommes représentatifs qu'elle utilisait hier en son nom. Son appel dénonce par avance la constitution autour de ces hommes d'une fraction « qui aurait pour but avoué de liquider la politique révolutionnaire du parti et pour arriver à cette fin de soustraire au contrôle réel du parti ses principaux instruments de lutte pour les soumettre au contrôle de la bourgeoisie ». Il s'agit, bien entendu, de la B.O.P. et de l'*Humanité* dont la

direction, dans son inconséquence, a engagé le sort sans le contrôle d'un parti qu'elle s'entend à aveugler. Ses craintes sont d'autant mieux fondées que les départs d'aujourd'hui ne préjugent pas des défections de demain.

Mais le parti, malgré dix ans d'existence, dix ans d'expérience pratique nationale et internationale, dix ans d'élaboration théorique, porte toujours à son sommet ce vernis, maintenant découpé de craquelures, d'hommes qui n'ont rien à voir avec l'action du prolétariat révolutionnaire. Ce qui chasse maintenant ce personnel usé et corrompu, c'est moins un souffle vivant d'activité des ouvriers révolutionnaires, que l'affaiblissement même et la dégénérescence du corps sur lequel ils vivaient paisiblement en parasites.

Ce ne sont pas les nouveaux fonctionnaires parvenus, au terme d'un avancement dans l'appareil, aux sommets de la direction qui peuvent enrayer un mal qu'ils ont contribué à aggraver. Au contraire, l'affaiblissement de la vie et de la force interne du parti engendrera d'autant plus de défections, de départs et de trahisons — en même temps que la sélection par des cliques restreintes et sans contrôle amènera aux sommets d'autant plus d'hommes faibles, irrésolus ou indésirables.

Qui du parti, qui de la base, voyait jamais ces élus, si ce n'est dans les relations officielles des sommets ? Comment dans le dédale des cellules, sous-rayons et rayons mécanisés du moment, les membres de la base peuvent-ils entourer, contrôler et inspirer les élus, à l'abri des cloisons étanches de l'appareil ?

L'équivoque se dissipe. Mais au profit de quoi ? Les hommes de l'appareil qui remplaceront ces réformistes et porteront dans les assemblées la politique criarde de la direction actuelle, résoudre-t-ils le problème du personnel dirigeant qui est maintenant en état de crise ouverte ?

Les hommes que le parti communiste délègue dans les organismes de la bourgeoisie, doivent être profondément attachés à la masse ouvrière. Ils doivent en partager les luttes. Ils ne sont que les représentants dans les parlements et dans les assemblées municipales, d'un parti dont l'action et la propagande dans les usines et dans la rue demeurent les objets essentiels. Mais la question des hommes ne se pose pas que pour les élus, elle se pose pour tous les postes responsables, à tous les échelons.

Pour former de tels hommes, pour les imprégner assez de conscience de classe, pour les maintenir dans le courant et sous le contrôle des masses qu'ils servent et qu'ils représentent, ce n'est pas assez des décisions bureaucratiques d'un appareil de jour en jour plus restreint et plus replié sur lui-même. Seul, un parti communiste lié aux masses, animé d'une vie intérieure que développe la démocratie ouvrière, enrichi de discussions politiques où se forment et se fortifient les ouvriers, placé véritablement sous le contrôle et la critique des prolétaires qui luttent dans ses rangs, peut placer à ses postes de combat des hommes dont le dévouement véritable et la conviction profonde

ont été éprouvés, des hommes qui demeurent sous la lumière du contrôle constant de leurs camarades.

C'est ce que l'opposition n'a cessé de réclamer. La politique d'étouffement et d'aveuglement de l'appareil vient maintenant au jour dans toute son acuité : la crise actuelle, c'est la question du personnel du parti. Et la direction bureaucratique, dans la voie où elle est engagée, depuis la mécanisation de l'Internationale, sous la pression des forces adverses en Russie, ne peut pas la résoudre, parce qu'elle ne peut pas apporter le seul remède possible : rendre la voix au parti. Il faudra pour cela qu'elle se brise elle-même.

Mais l'opposition n'a cessé de lutter pour qu'on rende la voix au parti et à l'Internationale. C'est maintenant une question de vie ou de mort.

F. GERARD.

1925. — STALINE DIT : VOUS N'AUREZ PAS LA PEAU DE BOUKHARINE

Mais Boukharine n'a commis, en comparaison, qu'une faute insignifiante, et il n'a contrevenu à aucune décision du Comité central. Comment expliquer que, malgré cela, on continue encore à faire la chasse à Boukharine ? Enfin, que lui voulez-vous, à Boukharine ? Ils exigent le sang de Boukharine ! C'est cela qu'exige Zinoviev, envenimant la question dans son discours de conclusion.

C'est le sang de Boukharine que vous exigez ? Nous ne vous le donnerons pas, ce sang, sachez-le bien ! (Applaudissements. Cris. « Très bien ! »)

STALINE

14^e Congrès du Parti communiste russe, Décembre 1925.

1929. — STALINE LIMOGE BOUKHARINE... EN ATTENDANT

Cette double comptabilité politique est un fait caractéristique de l'opposition de droite, sa politique constitue pour ainsi dire une manœuvre permanente contre le parti. Nous avons assisté en leur temps aux manœuvres et à la duplicité de l'opposition trotskyste, par exemple à sa renonciation hypocrite au travail fractionnel. Toutefois nous devons dire que les trotskystes menèrent plus ou moins ouvertement la lutte contre la ligne générale du parti. Or la conduite de l'opposition de droite est déjà de la duplicité à 100 0/0. On reconnaît le plan quinquennal, mais en même temps on reconnaît aussi les documents diamétralement opposés à ce plan, comme « les Remarques d'un économiste » ou « l'Héritage politique » [de Boukharine]. Il n'y a que ceux qui méprisent cyniquement le parti, ses cadres éduqués politiquement, ainsi que toute la classe ouvrière soutenant la ligne générale du parti, qui peuvent adopter une telle position équivoque.

Pravda, 10 novembre 1929.

La semaine

Majoritaires, minoritaires et opposition communiste.

Si les chefs de la C.G.T.U. s'imaginaient venir facilement à bout de la minorité, ils doivent aujourd'hui se détromper.

La période des unanimités est close ; il leur faut se résigner à combattre une minorité, dont l'ampleur avait déjà surpris avant le Congrès unitaire, et qui maintenant augmentée, notamment de la Fédération de l'enseignement, d'une partie de la Fédération des cheminots, du syndicat des mineurs de la Loire, s'avère menaçante.

Les violentes campagnes de l'humanité et de la Vie Ouvrière témoignent de l'inquiétude des dirigeants confédéraux. Evidemment on pourra difficilement se débarrasser des minoritaires à la façon de la direction du parti, laquelle employait contre ses opposants les expéditives mesures d'« organisation ». Mais, inutile de se leurrer ; on ne reculera devant rien et déjà on s'apprête à faire appel aux syndiqués par-dessus leurs conseils et bureaux réguliers, minoritaires. Cela en dit long sur l'état d'esprit des dirigeants confédéraux.

Pour nous, si nous n'ignorons pas que c'est la politique d'« aventure, de bureaucratisme » de la direction confédérale qui a provoqué dans la C.G.T.U. le départ dans l'opposition de nombreux éléments, hier encore membres du parti communiste, il ne saurait s'agir de reprendre à notre compte la plate-forme dite de l'« Indépendance du Syndicalisme ». Nous persistons à considérer dangereuse et équivoque cette formule : l'accueil sympathique que lui ont réservé les adversaires de tous poils du communisme, réformistes et anarchistes, devrait faire réfléchir les minoritaires.

Réformistes et anarchistes savent fort bien que cette formule, par eux de tout temps employée, est la façade derrière laquelle on combat le parti communiste. An contraire, l'opposition communiste ne lutte pas contre le parti mais travaille à son renforcement. C'est là une position essentiellement différente de celle des minoritaires qui, doutant de la possibilité de redressement du communisme, ont abandonné la conception fondamentale du parti communiste, avant-garde du prolétariat.

De même les minoritaires ne veulent plus de ce qu'ils appellent l'« immixtion du parti dans les syndicats ». Ce qui est en cause, selon l'opposition communiste, ce n'est pas le droit que nous revendiquons toujours pour les communistes de défendre leur politique dans les syndicats ; la question est de savoir si celle-ci est juste ou fautive, utile ou dangereuse pour les ouvriers ; on sait que l'opposition communiste ne lutte pas d'hier contre celle des Semard et des Gachin.

Mais si nous estimons l'orientation de la minorité erronée, il ne saurait être question d'accepter les méthodes avec lesquelles les chefs de la C.G.T.U. entendent la combattre. Aussi ne s'étonnera-t-on pas de nous voir nous opposer énergiquement contre eux lorsqu'ils sabotent, comme ils l'ont fait au cours de la grève des dockers de Nantes, l'action révolutionnaire des minoritaires.

GOURGET

Les élus contre le parti.

Nous nous exprimons par ailleurs sur le cas des municipaux. Les nouveaux, les jeunes éléments de l'appareil fraîchement parvenus au sommet se préparent à engager tout le parti dans la ligne caractérisée par la préparation de la manifestation du Premier Août. Manifestation dont on nous dit maintenant (déclaration du B.P.) que des centaines de milliers de prolétaires y combattront. Cette nouvelle orientation rompt avec l'ancien compromis qui faisait coexister thèses ridicules, manifestations projetées et sages activités traditionnelles au Parlement et à l'Hôtel de Ville.

Cette nouvelle orientation marque l'effacement et l'éloignement des pratiques d'embourgeoisement et un progrès vers la défense des intérêts réels de la classe ouvrière ? Nullement. Pas plus, très exactement, que la manifestation du Premier Août engagée hors des conditions qui permettaient au prolétariat de se grouper et de faire entendre une voix forte. Cette transformation bureaucratique substituera, à l'action vaine bien connue des politiciens, l'action vaine

aussi connue des agit-prop de salles de rédaction.

Ce nouveau cours témoigne toujours d'une appréciation absolument fautive du degré d'organisation, de maturité de conscience et de préparation à la lutte féconde du prolétariat comme d'une appréciation absolument fautive de la conjoncture et des circonstances économiques et politiques où il se trouve.

Le progrès est dans le sens de la réalisation de la liaison avec les plus larges masses ouvrières, le travail appliqué à représenter les intérêts du prolétariat dans la phase actuelle et la capacité de l'entraîner par le crédit des mots d'ordre et la justesse, la décision des actions où on l'engage. La bureaucratie ne donnera pas l'illusion de servir la cause du prolétariat en masquant son incapacité par son agitation superficielle.

Tardieu et le Parlement.

Les tranches du budget défilent à la Chambre au rythme accéléré. Cependant les partis de gauche, qui se sont facilement laissés ébahir par la déclaration de Tardieu, reprennent peu à peu leur souffle. Ils démontrent que les promesses de Tardieu sont minimes, que les commissions compétentes avaient déjà accordé des crédits très sensiblement supérieurs aux écoles, aux hôpitaux, à l'outillage, que des dégrèvements plus étendus étaient envisagés, enfin que le programme socialiste était bien plus généreux. A cette dispute de programmes, se borne l'opposition des socialistes, parti qui se recommande de la classe menacée.

Tardieu, fort de son avance, se fait soutenir outrageusement par une presse dont les louanges passent toute mesure. Son « réalisme » prétend bousculer les clans politiques. Grand administrateur qualifié par les puissances d'argent, il prétend administrer les intérêts de la nation. Cependant Léon Blum défend le jeu politique des formations traditionnelles, dénonce l'émiettement et l'abdication des partis, les principes foulés aux pieds et le prestige parlementaire en danger, il excelle à cette littérature.

Cependant Paris bénéficie d'un nouvel archevêque, un certain monsieur Verdier.

Les mensonges de la « Vie Ouvrière »

Nous avons pris à plusieurs reprises, la Vie Ouvrière (celle de Mommousseau et Cie) en flagrant délit de grossiers mensonges.

Elle en est fort en colère et riposte en disant... que nous tronquons les textes de Trotsky ! La lettre de Trotsky à la rédaction de la Vérité, que nous avons publiée dans notre N° 3 contenait un post-scriptum dans lequel notre camarade ayant été informé qu'un autre hebdomadaire d'opposition allait paraître spécifiait qu'il réserverait dorénavant sa collaboration à la Vérité. Cette information s'étant révélée inexacte, le post-scriptum n'avait évidemment plus d'objet et nous ne l'avons pas publié. Voilà notre crime !

Aussitôt après cette histoire, la Vie Ouvrière retombe dans le mensonge, et le plus dégoûtant. Elle affirme qu'un oppositional russe, ami et correspondant de Trotsky, collabora à un journal bourgeois-pro-fasciste de Vienne, la Neue Freie Presse. La seule question qu'on peut se poser est de savoir si cette invention est plus odieuse ou plus bête. Pour pouvoir aller jusqu'au fond de cette nouvelle défiguration, nous avons demandé à notre correspondant de Vienne toutes les précisions nécessaires.

Que la Vie Ouvrière se rassure : elle ne perdra rien pour attendre.

Nous avons reçu :

LEONARD FRANK : *Karl et Anna*. — Traduit de l'allemand par Romano Altdorf et René Jouglot (Editions Riédor).

AGGUR : *Les algues battent sur la Baltique* (Editions Victor Attinger).

CHENG TCHENG : *Ma mère et moi*. — A travers la Révolution chinoise (Editions Victor Attinger).

PANAFI ISERATI : *Vers l'autre flamme* (Editions Riédor).

LES HOMMES : Numéro consacré à Lion Bazelgette.

Les Livres

Nous voudrions bien, dans cette rubrique, consacrer de temps à autre notre attention aux publications du parti communiste. Malheureusement, pour la plupart elles ne méritent aucune attention, et elles ne sont pas lues. Les revues comme l'Internationale Communiste et les Cahiers du Bolchévisme sont connues d'un cercle très restreint de lecteurs et reproduisent des articles parus dans la Pravda, ou dans la Correspondance Internationale. En outre, elles n'apportent jamais un argument plus nouveau et approfondi que ceux que l'on trouve dans l'Humanité. Elles matérialisent très fortement la stérilité et le vide idéologique du parti. Par exemple pour le 10^e anniversaire de P.I.C., il y avait un numéro des Cahiers du Bolchévisme qui ne comprenait que des articles et documents anciens : Thèses des premiers Congrès, les 21 conditions, un article de Lénine, etc... Pas un camarade français n'avait été capable d'écrire une page pour dire son sentiment et ses idées après 10 ans d'Internationale communiste ! Cela comporte en soi une réplique formelle aux bavardages sur la croissance idéologique de notre parti.

Prenons par exemple le dernier numéro des Cahiers du Bolchévisme. On y trouve : Un éditorial sur la répression ; un article sur les banques en France ; un article sur le congrès de la C.G.T.U. ; un papier sur l'histoire des conférences impérialistes des réparations ; un jus sur le plan quinquennal et quelques résolutions actuelles du parti, — c'est-à-dire en somme la matière d'un numéro de l'Humanité, un peu délayée, le tout publié avec grand luge, papier, caractères et impression comme seule une entreprise à grand rendement peut s'en permettre... On demande aux souscripteurs de l'Humanité des millions, mais on gaspille des milliers de francs dans les Cahiers ou ailleurs...

Toutes les publications qui touchent de près au parti sont empreintes du même caractère de vide et d'inutilité.

Ainsi la célèbre Revue marxiste, dont les éditions viennent de publier un petit livre intitulé « Lénine à Paris ». C'est un recueil d'anecdotes par un soldat « secrétaire » de Lénine. Ce petit livre est un parfait exemple de crétinisme « léniniste ». Avec une imagination de concertage le dit secrétaire nous raconte des choses complètement inintéressantes sur le veto de Lénine, son chapeau melon et sa manière de laver la vaisselle. Il nous rapporte des propos grotesques de la belle-mère de Lénine et des réflexions sans le moindre intérêt de Lénine, comme chaque homme en prononce dans sa vie quotidienne, mais qui ont eu le bonheur de tomber dans l'oreille de ce « secrétaire », qui les monnaie maintenant. Si, toutefois ce serbe avait du talent, nous bruslât un tableau de l'existence de Lénine au point de vue politique, en un mot l'histoire de l'histoire, nous pourrions trouver ses souvenirs utiles, capables d'enrichir et d'illustrer la pensée des militants ; les mémoires d'un Soukhonov par exemple, sont fort intéressantes. Mais les ragots de ce « secrétaire » sont d'une platitude et d'un ébréqué ! Cela ne peut servir qu'à caïmer la curiosité des littérateurs bourgeois qui s'acharnent aujourd'hui sur toutes les grandes figures de révolutionnaires, les auteurs de « vies » de Lénine, de Trotsky ou de Toukhatchevsky, tous ces amateurs de potinages qui recherchent dans la classe ennemie les traits de moeurs qui peuvent les rapprocher de cette ennemie furieuse. Après avoir formé le livre du secrétaire, ils s'écrient : « Ce Lénine, quel brave homme tout de même ! ». Il ne suffit pas qu'on l'ait mis sous verre. Les détresseurs sont maintenant à l'œuvre.

E. AGERTER. — La vie de Saint-Just.

(N.R.F.).

La vie de Saint-Just de M. Aegerter nous montre la façon dont les historiens petits-bourgeois envisagent l'histoire de la Révolution française, comme l'histoire en général, c'est-à-dire d'un point de vue purement idéologique, Robespierre, Saint-Just et Marat, les trois grands héros de la Révolution bourgeoise sont toujours exaltés de la bourgeoisie parce qu'ils ont essayé de dépasser les limites de cette révolution et d'y associer le peuple — ce qui d'ailleurs était économiquement et historiquement impossible, comme leur chute l'a montré. Sous ce rapport le livre de M. Aegerter est assez sympathique et il restitue une figure de Saint-Just assez simple et bienveillante, malgré le style ampoulé et les interprétations fantaisistes. Sur la Révolution française les meilleures études restent encore celles de M. Mathiez.

LETTRES DE RUSSIE

La déclaration de Racovsky : point de départ de nouvelles batailles. — Et le XVI^e Congrès du Parti ?... — La politique stalinienne du moment. — Pas d'épuration véritable sans démocratie dans le Parti. — Toujours des trotskystes !

10 octobre 1929.

Vous avez agi d'une manière juste (1) en vous joignant à la déclaration des camarades de Saratov (Racovsky et autres). Mais il faut que cette déclaration devienne un point de départ pour la lutte et ne signifie pas marquer le pas ou plier bagages. La formule du « kéronskysme à rebours » est appliquée actuellement plus que jamais. La situation n'apparaît ainsi : la politique d'à présent ne tiendra pas longtemps. Voici comment se présentent ses tâches immédiates : a) audaciter Boukharine et ses amis haut placés ; b) pomper le maximum de blé par des mesures extraordinaires à la campagne. L'une et l'autre sont nécessaires pour pouvoir enfourcher le cheval boukharinien, c'est-à-dire laisser les emuliers franches aux possesseurs du blé et essayer de régulariser le marché du blé au moyen du fonds ordé par les mesures extraordinaires. Mais rien de ce plan ne pourra être réalisé : la pression des possesseurs du blé, les koulaks, décantera le développement des manœuvres staliniennes. D'où l'éléstérie et l'impuissance qui caractérisent les mesures prises contre la fraction boukharinienne. Ce n'est pas pour rien que le plénum de juillet n'a pas eu lieu : les staliniens eux-mêmes ont peur de l'instabilité de la situation qu'ils vont créer. Le plénum de novembre peut avoir une grande importance. On ne peut pas ne pas remarquer en passant que quoique le délai de deux ans depuis le 15^e congrès, touche à sa fin personne jusqu'à présent ne souffre mal du 16^e congrès. Cet intervalle de deux ans apparaît donc trop bref. En tout cas le 16^e Congrès ne sera pas convoqué avant qu'on puisse le placer devant des faits accomplis.

Si l'écroulement de la droite ne s'achève pas avant que soit mise la nécessité d'une recule de l'appareil devant le koulak, alors il n'apparaît qu'une réconciliation entre les staliniens et la droite n'est pas exclue. Staline peut très bien faire un pas vers Boukharine en désavouant l'un de ses seconds. C'est fort possible. On peut s'imaginer l'enthousiasme que ça provoquera chez les thermidoriens du parti et hors du parti et combien s'augmentera encore le trouble chez les fonctionnaires. Ces derniers, qui sont déjà suffisamment exaspérés, voudraient bien se délasser. Il en est même parmi eux qui voient en rêve Kamenev et Zinoviev disposés à faire la paix avec la droite. Le silence significatif de ces derniers entretient leur espoir.

La position de départ occupée par le 12^e congrès (1928) dans les questions économiques était entièrement juste. Si le développement avait suivi cette ligne, nous n'aurions pas les monstrueuses contradictions économiques actuelles, qui frappent le plus lourdement la classe ouvrière et provoquent son mécontentement. Mais la position de 1923 fut suivie du zigzag de 1925 et du tournant brutal de la bureaucratie de 1928-29. Comme résultat, nous nous trouvons dans la moindre position politique solide pour résoudre nos tâches économiques. Les formules mues du plan quinquennal ne donnent aucune solution. Il est nécessaire d'avoir de bons rapports entre le parti et la classe, entre le prolétariat et les paysans pauvres et moyens. Une nouvelle orientation politique est indispensable ; pour cela on doit délivrer le parti des fers qu'il a aux mains et aux pieds. Dans les conditions actuelles, la droite se renforce automatiquement dans le procès objectif. Nous ne pourrions nous renforcer que sur la base d'une appréciation juste et publique du procès entier, avec toutes ses contradictions.

Il faut donner une appréciation critique de la situation politique actuelle, avec toutes ses originalités : c'est une tâche qui ne souffre point de retard, avant tout pour la mobiliza-

tion des ouvriers communistes. Une petite partie des oppositionnels qui ont signé la déclaration du camarade Racovsky sont peut-être disposés à attendre passivement, après cette déclaration, le développement ultérieur de la lutte pour, après cela, en silence ou par renoncement, avec « remise », à leurs idées, être « insérés » dans le parti. Nous ne pouvons — et ne pourrions — jamais marcher de pair avec ces éléments. Il y a dans le parti et dans la classe un mouvement à gauche. Mais il n'est possible de s'immiscer dans ce mouvement que par-dessus la tête des dirigeants actuels du parti. Afin que les masses prolétariennes ne transforment pas la perte de leur confiance dans les dirigeants actuels, en la perte de leur confiance dans la Révolution elle-même, l'appréciation publique, à la face de tout le parti, du travail passé des dirigeants actuels est nécessaire. — Votre R.

21 octobre 1929.

On ne parle pas encore du XVI^e congrès. On ne s'étend pas trop non plus sur l'épuration du parti, car, à sa suite, ont été découvertes des « affaires » à Leningrad, Ivanovo, Tver et dans beaucoup d'autres endroits. C'est une preuve de plus — peut-être la plus éclatante et la plus convaincante — que toutes les mesures du centrisme sont vouées à l'échec. L'épuration sans une réelle démocratie dans le parti se transforme en tapage, en loterie, en farce et tombe dans la majorité des cas à côté de son but. Avant de sauter par la fenêtre les Bessadansky passent aisément à travers tous les recensement, toutes les épurations et tous les votes unanimes.

Tous les oppositionnels qui ont suivi Radek et Smilga sont tombés au niveau le plus bas. Ils n'ont aucune perspective. Les leaders capitulaires sont partis soit vers les maisons de campagne, soit vers les villes d'eau, abandonnant le commun des capitulaires à eux-mêmes. Certains de ceux qui nous ont quittés se voient refuser du travail et même les secours de chômage. Certains capitulaires reviennent avec nous. Quelques sapronovistes ont signé la déclaration de Racovsky. I. N. Smirnov est à Moscou. Sa déclaration est enfin approuvée, mais elle n'est pas encore publiée dans la presse : on doit évidemment recueillir des signatures.

Les conditions matérielles des déportés sont très dures. La cherté et le manque des produits alimentaires sont très grands. Les déportés travaillent beaucoup théoriquement.

On me communique qu'un nouveau groupe d'oppositionalistes déportés de Leningrad (en tout dix à douze camarades) vient de traverser Tachkent. — Votre P.

Il ne fait aucun doute que notre isolement s'est actuellement beaucoup accru par les forts coups que nous ont portés ensemble capitulaires et Guépéou. Mais comme toujours dans des cas pareils plus on descend dans la masse, d'autant moins on ressent la force de ces coups. Dans les usines les ouvriers oppositionalistes continuent non seulement la propagande individuelle et par petits groupes, mais encore fréquemment par des discours dans les réunions publiques. Ces discours sont parfois si nets et si sérieux qu'indépendamment de toute répression leur écho se répercute jusque dans les colonnes de la presse officielle, certainement sous une forme grossièrement défigurée. En voici quelques exemples :

Moscou ouvrière (N° 209-11 sept.) : « A l'usine la Faucille et le Marteau (ex-usine Gougeon), dans l'atelier du bâtiment, à la réunion des ouvriers, les trotskystes ont défendu leur résolution, et tous les membres du parti et des jeunesses, au lieu d'accepter la bataille avec eux et de les contre-attaquer d'une manière décisive, se sont simplement en allés. Il y a encore de la tolérance envers les trotskystes... »

Moscou ouvrière (N° 208-10 sept.) : « Le trotskysme florissait jadis dans la fabrique Octobre rouge, maintenant encore il n'est pas étouffé. Dans la fabrique Frounzé nous avons des exemples où des trotskystes cachés lancent des tracts, et certains communistes considèrent ce fait d'une manière « conciliatrice » : « Ce n'est pas mon affaire ».

Moscou ouvrière (N° 210-12 sept.) : « Dans le rayon Kamovniki il se trouve encore des éléments trotskystes. Au cours de la période d'activité qui s'étend de mars à septembre 27 trotskystes ont été exclus. Il ne faut pas oublier qu'il existe des restes — peu importants, il est vrai — de trotskysme. (Rapport de la commission de contrôle à la conférence de rayon du parti). »

Pravda des jeunesses (25 août) : « A Odessa on a découvert les restes d'une organisation trotskyste, dans quelques cellules des jeunesses (usines Kourstine, Starostine, Pétrousky et Armature). Par une décision du bureau du comité régional 23 membres des jeunesses ont été exclus, parmi eux plusieurs membres de l'actif du parti formellement et en fait de l'opposition. Le bureau de la cellule de l'usine Pétrousky a été dissous. »

Sibérie soviétique (27 sept.) : « On a exclu du parti un trotskyste caché (Mordouinov), qui était membre du comité de Novo-Sibirsk. »

Leur liberté des mers

Les gouvernements préparent la conférence de contingentement des forces navales. La rivalité des impérialismes américain et britannique lui donne un intérêt de première grandeur. Le président Hoover a amerché — au cours d'un discours pieux sur l'anniversaire de l'armistice — une question sautieuse : le problème de la liberté des mers. Il défend la thèse de la pleine liberté de commercer pour les citoyens privés en temps de guerre — donc trafic maritime libre pour les vivres sans aucune interdiction. C'est la douloureuse expérience du martyre de la Belgique qui lui suggère ce principe. « Le temps est venu de faire disparaître l'affamement des femmes et des enfants en tant qu'instrument de guerre. »

A la vérité, la bourgeoisie américaine se préoccupe et s'inquiète de la fermeture de ses débouchés lointains, qu'entraînerait pour elle une guerre même très distante. Son évolution économique, l'ampleur de sa base industrielle et financière souffriraient trop gravement de la privation des marchés. Déjà le président Wilson inscrivait parmi ses quatorze points : « l'absolue liberté de navigation aussi bien en temps de guerre qu'en temps de paix. »

En face de l'Amérique, l'Angleterre, forte hier encore de sa suprématie navale, défend la politique de la police des mers et la légalité du blocus : couper les sources de ravitaillement de l'ennemi et l'étendre en le limitant à lui-même, c'est là sa politique. Et la presse d'Europe, pour répondre aux souvenirs émouvants du président Hoover, brandit l'article 15 du Pacte de la Société des nations : comment renoncer au blocus économique au moyen duquel les Etats doivent réduire à la raison l'Etat agresseur. Et la presse d'Europe ajoute que la graisse peut servir à la fabrication des munitions, les céréales à celle des alcools industriels, etc.

On juge d'après ces controverses hypocrites de l'esprit dans lequel s'engagent les pourparlers entre les impérialismes antagonistes. Pour le présent, ils traitent pour concilier le principe des économies avec celui de la lutte pour la suprématie.

L'importance de l'extension et de l'exploitation des marchés pour la politique de l'impérialisme dans la paix et dans la guerre n'est pas dissimulée. De même apparaît clairement, pour les luttes à venir, le désir des impérialismes belliqueux de terrasser leurs rivaux en leur coupant leurs racines et leurs ramifications vers leurs marchés. Les leçons du blocus continental comportent le fruit de plus d'un siècle de développement capitaliste. La nouvelle arme des guerres, l'arme économique prend la place qui lui revient.

(1) Lettre adressée au camarade Trotsky.

QUE SE PASSE-T-IL EN CHINE ?

Parmi les télégrammes de la *Pravda*, il a été communiqué plusieurs fois au cours du mois d'octobre, mais toujours dans les plus petits caractères, qu'un détachement communiste armé, sous le commandement du camarade Tchou-Dé, avance avec succès vers Tchao-Tchao (Kouantoung), que ce détachement est passé de 5.000 à 20.000 hommes, etc. Ainsi nous apprenons « en passant », par les télégrammes laconiques de la *Pravda* que des communistes chinois mènent une lutte armée contre Tchang-Kaï-Chek. Quel est le sens de cette lutte ? Son origine ? Ses perspectives ? On ne nous en souffle mot. Si en Chine la nouvelle révolution est mûre au point que les communistes prennent les armes, alors on pourrait penser qu'il faut mobiliser toute l'Internationale en face d'événements d'une importance historique décisive. Pourquoi en ce cas n'entend-on rien de pareil ? Et si la situation en Chine n'est pas telle que soit mise à l'ordre du jour la lutte armée des communistes pour le pouvoir, alors comment et pourquoi un détachement communiste a-t-il engagé la lutte armée contre Tchang-Kaï-Chek, c'est-à-dire contre la dictature militaire bourgeoise ?

Où, pourquoi les communistes chinois se sont-ils mis en rébellion ? Peut-être parce que le prolétariat chinois a déjà trouvé le temps de cicatriser ses blessures ? Parce que le parti communiste démoralisé et exsangue a trouvé le temps de se redresser grâce à la nouvelle vague révolutionnaire ? Est-ce que les ouvriers des villes ont assuré leur liaison avec les masses révolutionnaires de la campagne ? Est-ce que les grèves se sont étendues à tout le pays ? Est-ce que la grève générale a poussé le prolétariat à l'insurrection ? S'il en est ainsi, alors tout est clair et tout est à sa place. Mais pourquoi la *Pravda* communique-t-elle ce fait en caractères de petites annonces ?

Où peut-être les communistes chinois se sont-ils mis en rébellion parce qu'ils ont reçu les derniers commentaires de Molotov à la résolution sur la troisième période ? Ce n'est pas par hasard que Zinoviev, qui, à l'encontre des autres capitulards, feint d'être encore vivant, a fait une sortie dans la *Pravda* avec un article qui démontre que la domination de Tchang-Kaï-Chek ressemble tout à fait à la domination temporaire de Koltchak, c'est-à-dire n'est qu'un simple épisode dans le processus de la poussée révolutionnaire. Cette analogie est naturellement tout à fait apte à réchauffer un peu l'âme. Par malheur elle est non seulement fautive, mais encore stupide. Koltchak avait organisé une insurrection dans une province contre la dictature du prolétariat déjà établie dans la majeure partie du pays. En Chine, c'est la contre-révolution bourgeoise qui domine dans le pays et ce sont les communistes qui ont soulevé une insurrection de quelques milliers d'hommes dans une de ses provinces. Nous croyons donc avoir le droit de poser cette question : cette insurrection découle-t-elle de la situation en Chine ou bien des directives concernant la troisième période ? Nous demandons quel est dans tout cela le rôle politique du Parti communiste chinois ? Quels sont les mois d'ordre avec lesquels il mobilise les masses ? Quel est le degré de son influence sur les ouvriers ? Nous n'entendons rien de tout cela. La rébellion de Tchou-Dé apparaît comme une reproduction des campagnes aventureuses des Ho-Lung et Lé-Tin en 1927 et de l'insurrection de Canton déclenchée au moment de l'exclusion de l'opposition du Parti communiste russe.

Où peut-être la rébellion s'est-elle déclenchée spontanément ? Soit. Mais que signifie alors le drapeau communiste qui se déploie au-dessus d'elle ? Quelle est l'attitude du Parti communiste chinois officiel envers l'insurrection ? Quelle est dans cette question la position du Comintern ? Et pourquoi, enfin, en nous communiquant ce fait, la *Pravda* de Moscou s'abstient-elle de tout commentaire ?

Mais il y a encore une explication possible, qui peut être en même temps la plus inquiétante : les communistes chinois ne se sont-ils pas mis en rébellion à cause de la

mainmise de Tchang-Kaï-Chek sur le chemin de fer de l'Est chinois ? Est-ce que cette insurrection, tout à fait *guérilla* par son caractère, n'a pas comme seul but de causer à Tchang-Kaï-Chek le plus possible d'inquiétude sur ses derrières ? Si c'est cela, nous demandons qui a donné un conseil pareil aux communistes chinois ? Qui porte la responsabilité politique de leur passage à la lutte de guérillas ?

Il n'y a guère longtemps que nous avons décisivement condamné les divagations sur la nécessité de transmettre des mains de la Révolution russe à celles de la contre-révolution chinoise l'outil si important qu'est l'Est chinois. Nous avons rappelé le devoir élémentaire du prolétariat international de défendre dans ce conflit la République des Soviets contre la Chine bourgeoise et tous ses instigateurs et alliés possibles. Mais, d'autre part, il est tout à fait clair que le prolétariat de l'U.R.S.S., qui a dans ses mains le pouvoir et l'armée, ne peut pas exiger que l'avant-garde du prolétariat chinois se mette à un coup en guerre contre Tchang-Kaï-Chek, c'est-à-dire qu'elle emploie le moyen que le gouvernement des Soviets lui-même ne trouve pas possible, et avec raison, d'appliquer.

Si entre l'U.R.S.S. et la Chine, ou pour mieux dire entre l'U.R.S.S. et les protecteurs impérialistes de la Chine, la guerre avait commencé, le devoir des communistes chinois serait de transformer, dans le plus court délai, cette guerre en guerre civile. Mais, même dans ce cas-ci, le déclenchement de la guerre civile devrait être subordonné à la politique révolutionnaire générale, et encore les communistes chinois ne pourraient-ils pas s'engager arbitrairement et à n'importe quel moment sur la voie de l'insurrection ouverte, mais seulement après s'être assurés du soutien nécessaire des masses ouvrières et paysannes.

Mais quelle est la perspective qui s'ouvre devant cette rébellion de communistes chinois isolés aujourd'hui en l'absence de la guerre et de la révolution ? La perspective d'un écrasement terrible et d'une dégradation aventureuse des débris du parti communiste.

Il faut cependant le dire nettement. Les calculs basés sur l'aventure de guérillas correspondent tout à fait à la nature générale de la politique stalinienne. Il y a deux ans, Staline attendait beaucoup pour la sécurité de l'Etat soviétique, de l'alliance avec les impérialistes du Conseil général des traditions britanniques. Aujourd'hui, il est tout à fait capable d'escompter qu'une rébellion des communistes chinois, même sans aucun espoir, pourrait apporter dans une situation précaire quelque « profit ». Dans le premier cas, le calcul était grossièrement opportuniste, dans le second ouvertement aventureux ; mais dans les deux cas, le calcul est fait indépendamment des tâches générales du mouvement ouvrier mondial, contre ces tâches et au détriment des intérêts justement compris de la République soviétique.

Nous n'avons pas à notre disposition toutes les données nécessaires pour une conclusion définitive. C'est pourquoi nous demandons : Que se passe-t-il en Chine ? Qu'on nous l'explique ! Le communiste qui ne posera pas cette question à lui-même et à la direction de son parti sera indigne du nom de communiste. La direction qui voudrait rester prudemment à l'écart, pour, en cas d'une défaite de la guérilla chinoise, s'en laver les mains et rejeter les responsabilités sur le Comité Central du Parti communiste chinois, une direction pareille se déshonorerait — pas pour la première fois, c'est vrai — par le crime le plus abominable envers les intérêts de la révolution internationale.

Nous demandons : Que se passe-t-il en Chine ? Et nous reposerons cette question autant de fois qu'il sera nécessaire pour qu'on soit contraint de nous répondre.

L. Trotsky.

10 novembre 1929.

Lettre de Berlin

Élections municipales : les vrais vainqueurs

Berlin, 18 novembre.

Le 17 novembre ont eu lieu en Prusse et en Saxe les élections municipales. Ce sont les premières élections importantes depuis que la social-démocratie est à la tête du gouvernement, ce sont à Berlin les premières élections depuis les massacres du 1er mai.

Le P.C.A. est entré dans la lutte électorale en affirmant que l'Allemagne se trouve dans une étape d'ardent élan révolutionnaire, que les masses reviennent de leurs illusions réformistes et s'orientent vers le P.C.A.

Une comparaison des élections au Reichstag en 1928 avec celles du 17 novembre éclairait la situation. Le 20 mai 1928, aux élections du Reichstag le P.C.A. obtint à Berlin 611.317 voix. Le parti social-démocrate, 816.196. Le 17 novembre après le massacre du 1er mai, après un an de gouvernement de coalition social-démocrate, après le scandale Klarek (administration de Berlin), ce chiffre descend à 651.735. Mais le profit n'en revient pas au P.C.A., car lui non plus n'arrive pas à maintenir les chiffres de 1928 qui tombent de 611.317 à 565.595.

Il est vrai que le 17 novembre, il y eut 180.000 votants de moins à Berlin, qu'aux élections de 1928. Cependant les partis du centre bourgeois (à l'exception des démocrates que l'affaire Klarek a compromis le plus) ont conservé leur nombre de voix de 1928.

Par contre, le bloc fasciste, c'est-à-dire les socialistes-nationaux et les racistes, liés entre eux (Hugenberg-Hitler) a réussi, malgré le petit nombre de votants, à augmenter le chiffre de ses voix de 475.184 (en 1928) à 536.787, et le profit en revient dans l'ensemble au parti socialiste-national. On ne peut donc nullement dire que le résultat des élections berlinoises soit une « victoire écrasante » pour le Parti communiste allemand. Le parti, à la suite de sa politique fautive et aventurée, n'a pas su renforcer sa base dans les derniers dix-huit mois. Les pertes du parti social-démocrate ont profité aux fascistes.

Dans l'ensemble de la Prusse, les résultats diffèrent de ceux de Berlin. En province l'accroissement du parti socialiste, déjà très visible en 1928, ne s'est pas encore arrêté contrairement à Berlin. Dans le centre industriel de l'Allemagne centrale (Halle-Mersebourg) le parti soc.-démocrate a gagné 20 0/0 de ses voix. Autant en perd le P.C.A. dans cette citadelle de jadis. Le bloc fasciste n'a dans cette contrée aucun gain, mais plutôt un affaiblissement. Dans la Wasserkante, Schleswig-Holstein et dans l'ouest les social-démocrates croissent partout. Ils ont en partie obtenu de sérieux résultats dans la Haute-Silésie (Breslau, Beuthen) mais de grosses pertes en faveur des fascistes. Nulle part le P.C.A. n'a su garder ses positions dans ces régions, surtout en Saxe. Après avoir subi, dans les élections au Landtag (en mal) des diminutions, il perd maintenant dans cette région industrielle, 20 à 30 0/0 de voix de plus (Dresde, Leipzig, Plauen). L'espoir des brandlériens d'influencer, dans leur place forte qu'est la Saxe, une assez grande partie des ouvriers a lamentablement échoué.

Les élections n'ont pas apporté de changement décisif. Elles montrent qu'il était juste d'apprécier le regroupement des masses en disant que celles-ci ne se dirigeaient pas encore vers le communisme. Le processus d'évolution des masses vers le réformisme bourgeois dure encore. C'est ce qui ressort encore plus clairement que dans les élections du Landtag des mois derniers. Sur des points décisifs (régions industrielles, Saxe, Berlin) ce processus a cessé. Mais ce développement ne profite pas au P.C.A., à cause de sa politique néfaste, mais en partie au bloc fasciste qui organisera le 22 décembre dans le referendum sur le plan Young, une nouvelle mobilisation des masses pour la dictature fasciste. Des dizaines de milliers d'ouvriers qui suivaient il y a un an les réformistes tombent dans l'indifférence.

Sans accorder à ces élections et aux élections en général une importance exagérée, on peut dire qu'elles donnent un tableau assez révélateur du processus de fermentation et de regroupement des masses. Malheureusement on ne peut pas dire, comme la *Rote Fahne* du 18 novembre : « Les chiffres électoraux montrent la magnifique avance du P. C. ». Aussi favorables que soient en Allemagne les circonstances objectives pour une avance rapide du communisme, le parti, sous la direction de Thaelmann, Remmele, se montre incapable de profiter de cette possibilité et de grouper la majorité de la classe ouvrière autour du drapeau du communisme. — K. L.

Où en est le mouvement des étudiants communistes ?

L'histoire du mouvement des étudiants communistes est, pour une grande partie, l'histoire de la tactique opportuniste du parti communiste à l'égard de la petite bourgeoisie, vue sous un angle particulier.

Le gauchisme juvénile, mais pas toujours injustifié des « Etudiants Révolutionnaires » qui leur faisait réclamer la tête du social-patriote Cachin, avant d'adhérer à la III^e Internationale, est le premier moment de cette histoire. Après Tours, le mouvement des sympathies pro-communistes se concentre au Quartier Latin autour des groupes « Clarté », à l'enthousiasme confus, générateur d'illusions, de déceptions, et... d'ambitions. Dans ce mouvement, le parti ne voit guère l'occasion d'élever à la conscience marxiste qui en ferait d'utiles serviteurs du prolétariat, quelques jeunes gens de la bourgeoisie, mais celle de trouver quelques fonctionnaires qualifiés pour la machine bureaucratique. Inconsciemment, le parti, cédant au préjugé bourgeois de la culture, leur faisait retrouver, au sein même de l'organisation révolutionnaire, la prééminence sociale due (?) à leur rang d'intellectuels. Dans ces conditions, à l'enthousiasme confus, succédaient vite le scepticisme et le carriérisme. De là sont sortis le triste Marion, directeur des *Cahiers du Bolchévisme* et secrétaire de l'agit-prop centrale, avant de donner une adhésion éclatante à la social-démocratie de droite, le bolchévisateur Ferrat, qui sévit encore, etc., etc.

Vint le cartel des gauches. L'affaire Georges Scelle, banale histoire de concurrence entre les clientèles politiques du bloc des gauches et celles du bloc national, pour la nomination d'un professeur de droit international, créa de l'agitation au Quartier. Il y eut une grève des étudiants de droite, dirigée par la très réactionnaire Association Générale des Etudiants, des bagarres. C'était l'époque où le parti dénonçait « le fascisme qui est là », dénonciation qui n'était dans ses rangs que le reflet de l'influence bourgeoise du bloc des gauches, dans sa lutte contre le bloc national. Selon sa méthode, il prit prétexte des incidents du Quartier Latin pour proclamer une fois de plus l'imminence du péril fasciste.

Le pseudo-fascisme était représenté au Quartier latin par le mouvement des étudiants d'Action française où s'associaient le préjugé bourgeois de la culture (voir *L'Avenir de l'Intelligence*, de Maurras) et les traditions de chahut héritées du lycée. Comme les étudiants d'Action française n'étaient que l'extrême droite la plus résolue et la plus combative du bloc national, les étudiants communistes ne furent à l'intérieur de l'« Alliance défensive des Etudiants antifascistes », véritable cartel des gauches à l'Université, qu'une fraction plus combative, plus radicale en paroles et en sentiments, l'extrême gauche du bloc des gauches. Le parti prodiguait aux étudiants antifascistes ses assurances de solidarité verbales. On vit ce qu'elles valaient lorsqu'à la faveur de l'incurie bureaucratique du parti, le meeting où devait parler Jacques Sadoul fut saboté par les camelots du roi et jamais repris, malgré les rododromades de Vaillant-Couturier, le lendemain, qui n'eurent d'autres résultats qu'un beau dégonflage.

A partir de ce moment, le mouvement des étudiants communistes, renonçant à faire de « la petite guerre » son but exclusif, s'orienta vers des tâches d'éducation marxistes. Il publia un petit journal mensuel *L'Etudiant d'Avant-Garde* et organisa des conférences publiques d'auto-éducation marxiste ainsi qu'un groupe de sympathisants, sous le contrôle de la fraction officielle des étudiants membres du parti. Dans ces tâches, la fraction fut seule : elle ne reçut aucune aide matérielle du Parti pour le journal, qui ne vécut que par le dévouement de quelques camarades, et se débarrassa promptement pour ses conférences d'ennuyeux et grotesques personnages, comme Rappoport. Le mouvement gagnait ainsi en profondeur ce qu'il perdait en agitation superficielle ; il se réduisait de lui-même à ses proportions et à sa fonction véritables dans le milieu bourgeois de l'Université. L'éducation marxiste était le seul moyen de faire de la dé-

saffection momentanée de la classe chez les jeunes bourgeois devenus étudiants communistes, une désaffection durable et sincère, de faire des républicains d'extrême gauche de véritables communistes.

Cette éducation, malgré ses imperfections porta ses fruits : c'est à elle qu'il faut attribuer l'accord de la majorité de la fraction avec les thèses de l'opposition russe où elle reconstruisit la conscience marxiste de la situation objective des classes en Russie et en Chine, tandis que les réfractaires à l'éducation marxiste ralliaient par paresse d'esprit et par conformisme sentimental le point de vue orthodoxe.

A partir de ce moment, et avec la complicité des éléments républicains d'extrême gauche, dont nous venons de parler, la direction du parti, alors en lutte contre le « trotskysme », entreprit le sabotage du travail marxiste chez les étudiants. A la fraction des étudiants communistes, jusqu'alors légale dans le parti, elle opposa une fraction syndicale de l'Union Fédérale des Etudiants, soi-disant organisation pré-syndicale comprenant des éléments non syndiqués (futurs avocats, etc.), qui ne pouvait lutter dans la défense des revendications corporatives bourgeoises des étudiants avec la puissante A. G. et ne devait être qu'un groupement d'affinités politiques de gauche, où les communistes se camouflaient, sous prétexte de noyautage.

Le schéma de cette action était un décalque enfantin du schéma de l'action chez les ouvriers : lutte des classes à l'Université, lutte des étudiants pauvres contre les étudiants riches, transposition de la « grande lutte des petits contre les gros », idéologie spécifiquement petite-bourgeoise qu'une direction ignare confondait avec la lutte des classes. C'était, en réalité vouloir qu'on abandonne le travail marxiste et révolutionnaire, de lutte contre l'Université bourgeoise et sa culture de classe pour un travail purement réformiste dans le cadre de l'Université acceptée comme telle. Les revendications corporatives des étudiants ne peuvent être, en effet, que des revendications bourgeoises, en admettant qu'elles soient celles des étudiants pauvres, revendication du droit à l'embourgeoisement et à l'ascension. La majorité de la fraction avait acquis assez de conscience marxiste pour repousser cette caricature inepte et ce petit jeu enfantin.

En représailles de sa position de gauche marxiste aussi bien dans les questions intéressant le mouvement des étudiants, que dans les questions internationales, la fraction fut détruite par la direction du parti. Quant à l'U. F. E., elle survécut : à son dernier Congrès, en 1929, le front unique fut, conformément à la nouvelle tactique du parti, mécaniquement rompu et les communistes en gardèrent les cadres formels, vidés de leur substance. Pour la direction du parti, ces cadres formels de l'organisation « pré-syndicale » eurent au moins une utilité ; ils la servirent dans sa besogne antisyndicale contre le puissant syndicat unitaire du Finistère, lors de la grève des Normaliens de Quimper. Les « pré-syndicalistes » de l'U.F.E. firent alors figure de communistes « gauchistes », mais ce gauchisme était sans rapports aucuns avec la gauche marxiste, qui avait travaillé la fraction ; ce n'était que le gauchisme des saboteurs et des provocateurs imbéciles.

L'aide fraternelle que le mouvement des étudiants communistes n'a pas pu trouver dans la direction officielle du parti qui ne lui a réservé que le sabotage, il la retrouvera, en attendant des temps meilleurs, dans l'opposition communiste. Pour l'instant, la tâche immédiate, c'est de reprendre le travail là où il avait été laissé, de reconstituer les cercles d'éducation et de propagande marxistes.

UN ETUDIANT COMMUNISTE.

LA VERITE

paraît tous les vendredis

Dans les Jeunesses communistes

Il faut rompre avec les méthodes bureaucratiques qui ont affaibli l'organisation

La crise que traverse la jeunesse communiste s'aggrave de plus en plus. Des différends s'élèvent dans les clans bureaucratiques, mais ne dépassent pas les questions d'ordre secondaire. Après deux ans de silence absolu la discussion s'engage, mais sur quoi ? Sur les méthodes de travail, car maintenant on ne discute plus sur la ligne politique qui détermine les méthodes de travail, ce n'est plus sur le fond, mais sur la forme, cela est devenu un principe.

Le secrétariat régional des J.C. avait envoyé une circulaire à tous ses membres pour les inciter à discuter sur les méthodes de travail. La circulaire date du 6 novembre et l'assemblée d'information a eu lieu le 17. La préparation fut bien trop courte et trop mécanique et, avec les cadres actuels, c'est à dire combien cette assemblée fut faible, quant au débat politique. Dans la circulaire de la région, insuffisante en tous points, on constatait entre autres, que les jeunes ouvriers attendent, ils cherchent même la jeunesse communiste. Cette phrase démontre toute la carence de ces jeunes bonzes qui ont poussé l'organisation à sa perle. Dans cette phrase est aussi l'aveu que la jeunesse communiste est ignorée de l'ensemble des jeunes ouvriers.

La circulaire note que tous les membres des Jeunesses ont leur mot à dire sur la politique des J. C., mais le secrétariat oublie que par son incapacité, il a laissé ses membres dans une complète ignorance et que la bureaucratie, s'isolant des cellules et des rayons, paralysait toute l'éducation de l'organisation.

La résolution de la Fédération parue dans *L'Avant-Garde* concernant l'activité de la région parisienne ne mentionne aucun point sérieux de divergences politiques ; bien au contraire, c'est à qui sera le plus dans la ligne et au pourcentage le plus élevé. La résolution marque seulement l'absence d'une méthode de travail pour conquérir les masses, elle ne souffle mot que c'est la fausse ligne politique qui paralyse tout effort et empêche d'atteindre la grande masse des jeunes. Ce n'est pas seulement dans le quatrième Entente que la « mécanisation » existe, mais c'est dans toute la Fédération que le mal sévit et que le régime bureaucratique annihile tout esprit critique.

La direction de la Fédération veut déclencher une soi-disant discussion politique qui servira les intérêts de la bureaucratie.

Puisque la discussion est engagée, nous bataillons pour une liberté réelle de discussion au sein de la Jeunesse ; nous montrerons à la jeunesse ouvrière que la direction actuelle est incapable de défendre ses intérêts. Nous essayerons avec l'aide de la Vérité de relever le fier drapeau des jeunes exploités en démasquant les jeunes discoureurs du dernier tournant historique. La politique à la petite semaine du prochain tournant ne peut satisfaire les besoins d'éducation des jeunes communistes.

Nous sommes décidés à lutter pour nos idées, au sein de l'organisation et en dehors sur la base de la plate-forme de l'opposition de gauche. Il faut que tous les jeunes qui comprennent la gravité de l'heure se préparent à la lutte. Pour ce combat, la Vérité sera notre organe. Que tous les jeunes sortent de leur torpeur et répondent à notre appel.

Daniel LEVINE.

LE CRI DU PEUPLE

C'est le titre de l'hebdomadaire que va faire paraître prochainement la minorité de la C.G.T.U. On comprend qu'elle est ressentie le besoin d'avoir un journal pour se défendre contre les attaques de la presse du parti. Le meilleur souhait qu'on puisse faire, c'est que ce journal lui permette de se dégager au plus vite de certaines sympathies aussi empreintes que suspectes qui ont accueilli sa formation.

Discussions

AUTONOMIE SYNDICALE OU BLOC ANTICOMMUNISTE ?

Je me hâte de dire que ce n'est pas pour Charbit que je pose sous cette forme la question de l'autonomie syndicale bien que je me propose de répondre ici à son article, paru au précédent numéro. Ses intentions sont pures. Il défend l'autonomie syndicale pour elle-même, sans arrière-pensée. Il semble pourtant que depuis le congrès de la C.G.T.U., depuis qu'il entrevoit la possibilité d'abattre la direction de la C.G.T.U. en bloquant les minorités de toutes couleurs, depuis les anarchistes jusqu'aux réformistes, il ait fait beaucoup de chemin, et pas dans la bonne direction. Mais je reviendrai plus loin là-dessus.

Il déclare, au début de son article, qu'il croyait possible aujourd'hui la collaboration entre communistes et syndicalistes révolutionnaires, comme elle avait été possible, et réalisée, en 1922. Je le pensais aussi, mais à la condition que ces syndicalistes révolutionnaires défendent, en 1929 comme en 1922, la Révolution russe et le communisme, même lorsqu'ils demeurent en marge du parti. C'est précisément pour cela que dans la déclaration parue en tête de notre 1er numéro nous avons réservé un point, celui du rôle dirigeant du parti, que nous nous proposons de soumettre à la discussion.

J'étais d'ailleurs persuadé que l'accord pourrait se faire entre nous sur ce sujet épineux de même qu'il s'était réalisé sur la question du conflit sino-russe dès que nous avions eu la possibilité d'exposer nos arguments et de réfuter les thèses simplistes ou ultra-gauchistes qui avaient été primitivement défendues.

Si, en effet, le syndicat a toutes les vertus que lui attribue Charbit, si, comme syndicat, il peut tout faire : depuis la défense des revendications immédiates les plus étroitement corporatives jusqu'à la défense de la Révolution contre la bourgeoisie internationale armée, il est bien évident qu'il n'y a pas besoin de parti et, par suite, que tout parti, même un parti franchement révolutionnaire est un ennemi.

Mais pourquoi alors fonder, dès à présent, une Ligue syndicaliste ? sinon parce qu'on considère que le syndicat ne suffit pas, même pour résoudre des problèmes qui sont infiniment moins difficiles que ceux posés par le renversement de la bourgeoisie, qu'il faut l'épauler d'un groupe fondé non sur une base strictement syndicale mais d'après une conception politique plus ou moins vague, plus ou moins achevée, plus ou moins précise. Charbit dira : mais la Ligue syndicaliste est composée uniquement de syndiqués, donc d'ouvriers. Mais d'abord il y a des partis politiques qui sont composés exclusivement d'ouvriers, ils n'en sont pas toujours plus révolutionnaires pour cela. En outre, les syndicats sont maintenant si largement ouverts qu'il est bien peu d'hommes qui n'y puissent entrer. Enfin, même la Ligue syndicaliste accepte le concours de non-syndiqués.

La C.G.T. d'avant-guerre présentait, elle aussi, les caractères essentiels d'un parti plutôt que d'une organisation syndicale et quand ses délégués se rencontraient, dans les conférences de l'Internationale syndicale avec les délégués des centrales syndicales d'autres pays, ils se sentaient tout à fait dépaysés, étrangers, ils restaient absolument isolés. Ils demandaient qu'on mit à l'ordre du jour l'antimilitarisme et la grève générale, et on leur répondait, unanime : « Pas de notre ressort. Questions politiques. »

La première direction de la C.G.T.U. — celle qui fut battue à Saint-Etienne — prétendait déjà elle aussi, et contre Charbit, être la vraie gardienne de l'autonomie syndicale contre l'emprise des partis politiques. Elle n'en éprouvait pas moins le besoin de s'appuyer sur un groupe clandestin de syndicalistes, les seuls authentiques, qui s'ex-

gagèrent en signant un pacte secret à défendre le syndicalisme contre les partis politiques, c'est-à-dire contre le parti communiste. C'était cette petite franc-maçonnerie qui disposait du pouvoir dirigeant contre la masse des syndiqués qui ne la connaissaient même pas car son existence ne fut dévoilée qu'à la veille du congrès de Saint-Etienne.

Le syndicalisme révolutionnaire d'avant-guerre n'était pas un syndicalisme de masse. La C.G.T. ne groupait que 250 ou 300.000 adhérents. Elle n'avait pas, ou presque pas de syndicats-mutuelles imposant une forte cotisation et distribuant des secours, de chômage ou de maladie. Les seuls syndicats constitués sur cette base formaient l'armature de la minorité réformiste. Cette C.G.T. n'en menait pas moins son action car cette action était basée sur la conception des minorités agissantes qui, par leur claire conscience de classe, sont capables d'interpréter les besoins et les aspirations de la classe ouvrière et de l'entraîner tout entière dans la lutte. Cette conception est le principe fondamental d'un parti.

Au 2e congrès de l'Internationale communiste, en 1920, des camarades anglais qui appartenaient au mouvement des shop stewards, créé et dirigé contre les leaders réformistes et chauvins des trade-unions, mais qui restaient réfractaires à l'idée de parti, défendirent leur conception en disant : « L'idée principale exprimée par Zinoviev dans son rapport est la nécessité d'un parti communiste. J'estime que cette idée est erronée... Les shop stewards entendent la dictature du prolétariat autrement qu'on ne le fait en Russie : ils y voient la dictature d'une minorité réalisée par l'intermédiaire des shop stewards. » Et Lénine de répondre : « Le camarade Tanner a déclaré que ses amis et lui sont partisans de la dictature du prolétariat ; qu'ils la comprennent pourtant d'une manière différente de la nôtre. Il a déclaré comprendre sous le nom de dictature du prolétariat celle d'une minorité décidée et consciente. Eh bien, ce qu'il y a de plus caractéristique dans l'œuvre des partis, c'est que tout parti politique, se développant dans le cadre du capitalisme, ne peut développer l'activité individuelle là où les masses ouvrières continuent à être exploitées. Le parti politique ne peut représenter qu'une minorité, comme à leur tour les ouvriers conscients du rôle de leur classe ne peuvent être qu'une minorité étant donnée l'existence d'une société capitaliste contemporaine. Aussi estimons-nous que les grandes masses doivent être dirigées et conduites par une minorité, et si le camarade Tanner dit qu'il est ennemi du parti mais partisan d'une minorité révolutionnaire et décidée montrant la voie au prolétariat exploité, je déclare que nos idées ne diffèrent en rien. Que sera-ce que cette minorité vraiment résolue ? Elle sera ce que nous appelons le parti. »

Si on veut ne pas jouer sur les mots et aller au fond des choses, une conclusion se dégage de tous ces faits et considérations : c'est que, dans la lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière, le syndicat ne suffit pas et que le rôle dirigeant du parti est, en fait, consacré par tous, par les anarchistes, par les syndicalistes purs, par les syndicalistes de la Ligue comme par les communistes. On peut le cacher ou l'affirmer ; le parti peut revêtir des formes diverses. Mais c'est là une autre question. Dans les grandes batailles ouvrières c'est toujours un parti qui dirige et jamais les « couches retardataires » qui forment le gros des syndicats quand les syndicats sont des syndicats de masse.

Est-ce qu'il s'ensuit que les syndicats seront subordonnés au parti, que le parti n'aura qu'à donner des ordres et les syndicats à obéir ? En aucune façon, naturellement. Même l'horrible formule de « l'at-

son organique » ne signifie rien de plus que la nécessité d'un contact étroit, de discussions préparatoires assurant l'accord pour régler l'action jointe du parti et des syndicats — ce qui est absolument indispensable dans une situation révolutionnaire lorsqu'on veut mener les ouvriers à la victoire et non les livrer criminellement aux mitrailleuses de la bourgeoisie.

Sur les rapports à établir entre le parti et les syndicats, sur les méthodes à employer par les communistes pour étendre leur influence dans les syndicats, nous avons précisé notre position dans notre déclaration et Charbit n'y a point fait d'objections.

On peut discuter interminablement sur l'« autonomie syndicale », ce qui prouve au moins que ce n'est pas une conception claire ayant un sens précis. Nous avons vu toutes sortes d'hommes la défendre successivement et les uns contre les autres. Charbit se retrouve aujourd'hui avec ceux qui, à Bourges, l'ont accusé de subordonner les syndicats au parti communiste, qui considèrent que les faits ont justifié leur attitude et demandent à ceux qui les rejoignent de reconnaître leurs erreurs et de donner des garanties pour l'avenir.

Au congrès constitutif de la C.G.T.U., à Saint-Etienne, en 1922, on discuta pendant quatre jours sur la « subordination », sur l'autonomie syndicale, ses défenseurs les plus ardents étant les hommes du « pacte » qui voulaient à tout prix garder la direction. Un camarade allemand qui suivait les débats en était tout ébourré et au dernier jour du congrès il me dit : « Jusqu'à présent je croyais comme tout le monde que c'étaient les Allemands qui étaient, par nature, des métaphysiciens. Je vois maintenant que c'est une réputation usurpée, les métaphysiciens ce sont les Français. »

Mais ces longs discours n'ont toujours été que l'apparence et en fait ils ne sont là que pour dissimuler des conceptions très concrètes qui se ramènent invariablement à quelque chose de très simple et de très précis qui est l'anticommunisme. Il en a toujours été ainsi dans le passé : à Saint-Etienne, à Bourges, quand les défenseurs d'alors de l'autonomie syndicale — contre Charbit — trouvaient tout normal de s'accorder avec Frossard pour lutter contre le parti communiste.

Je crains qu'il n'en soit de même aujourd'hui. Non pas que tous les minoritaires soient des anticommunistes. Mais dans le bloc qu'ils constituent et où, pour entrer, il suffit de se réclamer de l'autonomie syndicale, il n'y aura entre les divers éléments qu'un facteur commun : la lutte contre le parti. Charbit écrit qu'« il se peut que la formule de l'indépendance syndicale paraisse insuffisante ». Sans doute. Mais il y en a qui la trouvent tout à fait suffisante ; ce sont les anarchistes et les syndicalistes purs qui s'en sont toujours servis pour combattre non seulement le parti, mais le communisme lui-même. Et comme ils sont les plus décidés, ce sont eux qui entraîneront les autres.

Charbit juge dangereuse l'actuelle direction du Parti communiste. Nous aussi. Nous l'avons combattue et nous la combattons, comme nous avons combattu la première équipe anarchiste ou anarchisante de direction de la C.G.T.U. qui, elle aussi, était funeste au mouvement.

Au lieu d'adopter avec nous cette ligne de conduite qui est la seule conséquente avec toute notre attitude antérieure, Charbit s'embarque dans des voies bien étranges. Il croit trouver un argument dans le fait qu'il n'y a pas, en France, une opposition communiste unie, mais plusieurs groupes et pour renforcer sa thèse, il en ajoute. Mais il n'y a pas plus de groupes d'opposition que de C.G.T. dès aujourd'hui et on peut sans risques se permettre de prophétiser en affirmant que la division syndicale ira encore s'accroissant.

LA VIE OUVRIÈRE

LA C. G. T. U. PREND ENFIN POSITION SUR LA QUESTION DES ASSURANCES SOCIALES

Or cette division syndicale est infiniment plus grave et Charbit sait comme nous que finalement c'est la C.G.T. Lafayette qui en profite. Il tire de singuliers leçons de la Révolution d'Octobre. Les bolchéviks peuvent avoir commis bien des fautes, mais ce qui est bien à eux et ce que personne ne pourra jamais leur enlever c'est Octobre, et le fait qu'il s'est opéré alors un certain reclassement, que d'anciens bolchéviks flanchaient tandis que des éléments nouveaux rejoignaient le parti bolchévik n'atténue en rien leurs mérites. Il y avait alors d'autres partis : les menchéviks, les socialistes révolutionnaires. Pourquoi le rassemblement s'est-il fait autour des bolchéviks sinon parce qu'ils étaient eux qui, par un travail persévérant et difficile, avaient forgé l'organisation qui devait assurer la victoire ouvrière. On est confondu quand on entend Charbit dire ensuite qu'il n'est pas sûr que « le bolchévisme ait donné des résultats aussi mirifiques ». Qu'il essaie donc de se représenter ce qu'aurait été le monde d'après-guerre s'il n'y avait pas eu la Révolution d'Octobre et qu'il se demande ce qui se passerait le jour où la bourgeoisie réussirait à abattre l'Union soviétique. Il verra peut-être que le bolchévisme a quand même donné des résultats tout à fait « mirifiques ».

Charbit croit trouver un argument décisif dans le fait que des syndicats peuvent très bien déclencher une insurrection. Il en cite un cas. Mais il en existe bien d'autres et de bien plus décisifs que celui qu'il invoque. Seulement il faut voir la suite et comment finissent ces insurrections qui ne sont pas guidées par un parti fort, cohérent, capable d'unir et de coordonner toutes les forces. Elles finissent par la défaite, par l'écrasement des ouvriers, les fusillades sans nombre. C'est l'histoire de la Commune qui n'y avait pas eu de nous, et qu'on est imparadonnable d'oublier. Les ouvriers parisiens se battaient courageusement mais les chefs palabraient, indécis, incertains, quand il fallait agir, et les meilleurs d'entre eux ne surent que bien mourir.

Nous critiquons sévèrement la politique de l'Internationale communiste et celle de ses sections ; nous dénonçons les fautes qu'elle commet depuis 1924. Mais quand Charbit déclare que « la possibilité de la constitution d'un parti communiste en France s'éloigne de plus en plus », il faut voir quels sont les responsables. Il n'y en a pas qu'à Moscou et à la direction du Parti communiste français. Il y en a d'autres en France : ce sont ceux qui par tous les moyens, par la violence, par la dictature de la ligue ont empêché le parti de se constituer solidement au moment le plus favorable. Or ce sont ceux-là que Charbit croit pouvoir choisir comme alliés dans la grande tâche de ramener la C.G.T.U. dans le bon chemin. Avec de tels alliés il sera impossible de sauver la C.G.T.U. On pourra l'affaiblir, la démembrer partiellement et, après des développements qu'il est facile de prévoir, l'histoire finira par ce résultat bien « mirifique » d'un renforcement à la C.G.T. Lafayette, jolie manière évidemment d'assurer l'indépendance syndicale. C'est notre tâche de lutter contre ce danger.

A. ROSMER.

A deux mois de l'application de la loi sur les assurances sociales, les dirigeants de la C.G.T.U. se décident enfin à prendre position publiquement sur cette importante question. Par une affiche apposée ces jours derniers, la 20^e Union Régionale invite les ouvriers parisiens à s'inscrire aux caisses d'assurances sociales dirigées par les syndicats unitaires et en même temps, elle proteste contre le versement ouvrier obligatoire, contre lequel elle mènera la lutte.

Cette position nous semble juste ; mais pourquoi avoir attendu si longtemps pour en avertir les ouvriers ? La 20^e Union Régionale, se rendant compte de ses responsabilités, essaie, par une circulaire envoyée aux syndicats de les rejeter sur ceux-ci : « Les syndicats et les C. I. de la région parisienne ne paraissent pas avoir saisi toute l'importance du problème des assurances sociales ; ils négligent depuis quelque temps la campagne politique à ce sujet et depuis le début laissent tomber le travail d'organisation. A deux mois de la mise en application de la loi, il est absolument urgent que la réaction la plus rapide et la plus efficace soit faite contre cette inaction. Les caisses patronales se constituent partout, les sociétés mutuelles ont une activité de propagande inouïe, l'Union confédérée a créé dans la région parisienne 84 comités locaux qui tiennent 185 permanences. La dernière conférence sur les assurances sociales organisée par l'Union confédérée, a réuni plusieurs centaines de militants, alors que l'assemblée d'information de la 20^e Union Régionale a témoigné de l'inaction et de l'incompréhension des militants. »

Il est sûr que la C. G. T. Lafayette a fourni un très gros effort en vue de réunir sous sa houlette les millions de travailleurs assujettis à la loi sur les assurances sociales. Le 17 novembre, au Trocadéro, la C.G.T. rassemblait une foule de délégués qui, parait-il, représentaient 100.000 ouvriers ; partout, à Lyon, à Lille, à Bordeaux, à Marseille, à Limoges, elle convoque des auditeurs ouvriers. La C.G.T. a d'ailleurs sur les assurances sociales une position digne de sa ligne réformiste. Aucune espèce de protestation contre le principe du versement ouvrier obligatoire ; la C. G. T., au contraire, espère anxieusement que la bourgeoisie daignera appliquer telle quelle la loi, le 5 février prochain.

Les dirigeants de la C. G. T. U. comprennent le danger que serait pour les ouvriers la mise en tutelle de ces derniers par les réformistes au moyen des assurances sociales. Quand ils reprochent aux syndicats leur inactivité, il leur faudrait prouver eux-mêmes qu'ils avaient une politique à ce sujet. Ils seraient bien en peine d'en fournir la preuve. En 1927, au moment de la crise de chômage, les dirigeants de la C.G.T.U. estimaient le principe de la solidarité parfaitement réformiste ; peu de temps après, eux-mêmes, prenaient l'initiative de créer une caisse nationale de solidarité, qui n'a d'ailleurs jamais fonctionné et lançait l'idée des syndicats à bases multiples dont les avantages devaient correspondre à ceux des mutuelles.

La ligne pleine de contradictions des dirigeants de la C. G. T. U. ne pouvait pas apporter autre chose que l'indécision et l'hésitation dans les syndicats unitaires. Quand on répète sur tous les tons que la radicalisation des masses est telle que la question du pouvoir est posée, on ne doit pas s'étonner si dans les syndicats il y a une « inaction et une incompréhension des militants » au sujet des assurances sociales.

CHEZ LES FONCTIONNAIRES AUTONOMES

On se souvient qu'en février 1928, l'aile gauche de la Fédération des fonctionnaires, plutôt que d'accepter la volonté de la majorité de droite qui avait décidé de rentrer à la C.G.T. Lafayette, se constituait en fédération autonome. Les 11 et 12 novembre, celle-ci vient de tenir son congrès. Là encore, le recul de la politique des chefs du Parti et de la C.G.T.U. est nettement visible. Ils avaient fondé beaucoup d'espoir sur la Fédération autonome ; leurs espoirs s'envolent. Les fonctionnaires, à la presque unanimité, ont voté un texte dans lequel ils condamnent la « domination du Parti communiste sur la C.G.T.U. » et où ils réclament le retour à la charte d'Amiens.

On voit donc que leur réaction s'apparente à celle de la plupart des minoritaires de la C.G.T.U. ; c'est sans doute ce qui les incite, se basant aussi sur l'opposition que manifestent à la politique de la C.G.T. certains éléments confédérés, à considérer

l'heure de la réalisation de l'unité syndicale proche. Voici le passage de la motion relative à cette question : « Le Congrès estime que le moment est venu où le syndicalisme indépendant peut travailler efficacement à la reconstruction de l'unité ouvrière et mandate les organismes réguliers de la Fédération autonome pour se rapprocher de tous les éléments confédérés et unitaires qui pouraient le même but. »

C'est là, une invite, dont les conséquences pourraient être fort graves. On ne saurait jamais répéter assez aux minoritaires de la C.G.T.U. qu'ils ont leur place dans celle-ci, et que la plus grande erreur serait d'envisager et de travailler à la réalisation d'une soi-disant « Unité », laquelle ne ferait qu'ajouter une nouvelle C.G.T. à celles déjà existantes.

UN ORDRE DU JOUR DU SYNDICAT DES BOULANGERS

Le comité général du syndicat des boulangers a voté le 18 novembre par 48 voix contre 13 un ordre du jour qui précise sa position sur d'importantes questions. Après s'être élevé contre la répression gouvernementale et l'inapplication de la journée de 8 heures il proteste en ces termes contre les retards apportés au vote par le Sénat, du projet Godart contre le travail de nuit :

« Le Comité général proteste contre l'attitude du gouvernement qui avait fait la promesse formelle de faire venir la discussion et de défendre le projet Godart devant le Sénat, dès la rentrée d'octobre et qui n'en a rien fait. »

Félicite la nouvelle Commission Exécutive de la Fédération de l'Alimentation pour son attitude énergique, lançant le mot d'ordre aux syndicats de boulangers et pâtisseries de la Fédération de se préparer à une grève nationale de 48 heures qui deviendra effective à Noël si à cette époque le projet Godart n'a pas été voté par le Sénat.

S'engage à poursuivre cette préparation dans les trois départements de la Seine, Seine-et-Oise et Seine-et-Marne, avec énergie et minutie.

A cet effet, le Comité général donne rendez-vous à tous les ouvriers boulangers syndiqués ou non, dans les assemblées mensuelles des sections locales, afin d'y prendre toutes les instructions nécessaires à la préparation de la grande manifestation de la salle Wagram du jeudi 19 décembre, qui décidera de l'attitude à prendre à Noël.

Au sujet du congrès fédéral de l'alimentation qui a battu les majoritaires de la C.G.T.U., le comité général s'exprime ainsi :

« Enregistre la parfaite tenue et la régularité du dernier Congrès fédéral et repousse toute idée de tenue d'un Congrès extraordinaire demandé par la minorité fédérale qui a pour habitude de demander aux minorités de s'inscrire quand elle est victorieuse. »

Le Comité général proteste contre la campagne de l'humanité au sujet d'une prétendue escroquerie des mandats par les délégués majoritaires au Congrès.

Et enfin, il précise sa position sur l'orientation de la C.G.T.U.

« Approuve l'attitude de ses délégués au Congrès fédéral et confédéral et se déclare en complet accord avec la conception de l'indépendance du syndicalisme à l'égard des partis politiques, et se prononce pour la réalisation d'accords circonstanciés avec toutes les organisations révolutionnaires, au moment où se produisent de graves événements, en un mot se réclame de la résolution votée au Congrès confédéral de Bourges, qui n'a rien perdu de sa valeur malgré le temps écoulé. »

LE SYNDICAT DE L'ALLIER CONTRE LES « GAUCHISTES » DE LA FEDERATION DE L'ENSEIGNEMENT

Nous avons publié dans notre n° 6 (18 octobre) la partie principale de la plate-forme de la majorité de la Fédération de l'Enseignement. Cette majorité s'affirmait contre le cours actuel du parti communiste et se séparait nettement de la minorité confédérale syndicaliste pure. Les partisans de l'orientation actuelle de la C.G.T.U., minoritaires dans la Fédération, ont aussitôt engagé la bataille avec les procédés qui leur sont chers : la Vie Ouvrière leur offre ses colonnes et ses rédacteurs. Dans le dernier numéro (15 novembre), elle insère une protestation du secrétaire de la Fédération contre la révocation de Doron, tout en dénégant « le caractère démagogique et anticomunautaire de sa lutte contre la répression ». Naturellement elle ne donne au-

La Vérité

est en vente le VENDREDI MATIN

à PARIS :

Kiosques et librairies

à CLICHY :

Kiosque à l'angle des boulevards Victor-Hugo et Jean-Jaurès
Librairie Gurlier, 117, Bd Jean-Jaurès

à BAGNOLET :

Papeterie de la Poste
6, rue Raoul-Berlon

à SAINT-DENIS :

Kiosque de la Porte de Paris

à SAINT-OUEN :

Kiosque en face de la Mairie

un argument à l'appui de son affirmation gratuite !

Dans tous les syndicats les partisans de la direction du parti mènent une campagne analogue à celle de la *Vie Ouvrière*. Mais leurs succès sont minces et la position de la majorité fédérale reste solidement assise.

La réunion (14 novembre) du syndicat de l'Allier fut typique. Cogniot avait déjà tenté de noyauter quelques camarades en leur faisant signer une déclaration hypocrite « appelant les camarades qui, à Besançon, se sont prononcés de bonne foi pour la majorité du bureau fédéral en croyant à ses déclarations d'accord avec la C.G.T.U. et l'I.S.R. à prendre acte du renversement complet d'attitude qu'elle a opérée aussitôt après le congrès et à rallier les rangs révolutionnaires des partisans de la majorité confédérale, de l'I.T.E. et de l'I.S.R. ». Sa manœuvre ne réussit guère. Comme preuve de la radicalisation du corps enseignant, sur 75 membres du syndicat, 16 seulement se trouvaient à l'ouverture et 14 assistèrent à la discussion sur l'orientation politique ! Le camarade Lefort, secrétaire du syndicat, déposa une motion dont les points principaux sont les suivants : Le syndicat est fidèle à l'esprit de la lutte de classes prolétarienne en vue de l'émancipation totale du prolétariat par la suppression du patronat et du salariat. Les membres sont libres d'adhérer en dehors du syndicat à tel groupement politique qui leur semblera le plus propre à aider le prolétariat dans son émancipation. Le syndicat reconnaît à chacun de ses membres le droit d'y propager ses idées et la liberté d'y former des fractions sous réserve d'observer la discipline syndicale. Le syndicat admet la nécessité d'un parti politique révolutionnaire du prolétariat, avant-garde de la classe ouvrière. Le syndicat reste maître de son orientation déterminée démocratiquement et s'élève contre la subordination à tout parti ou groupement politique irresponsable devant lui. Le syndicat est partisan d'un syndicalisme de masse, garantie de victoire prolétarienne, contre la désagrégation idéologique et matérielle du prolétariat. Il proteste contre la répression, condamne les réformistes et s'affirme en accord avec la majorité actuelle de la Fédération.

Boyer répondit en déposant une motion de confiance à la direction de la C.G.T.U., réclamant que la discussion, « si elle semblait nécessaire » (sic) se fasse sur la plate-forme de la majorité fédérale et non sur la motion Lefort, déclarant qu'il fallait se prononcer sans équivoque pour la C.G.T.U. ou pour la Fédération. Le camarade Collinet fit remarquer que la discussion serait préférable sur les deux motions du syndicat, car la déclaration du bureau fédéral est un vaste tableau de la situation présente dans le monde ou bien des choses sont justes mais où il y a aussi beaucoup à discuter (questions de la guerre, de l'appréciation de l'activité du parti communiste, etc.). La motion Lefort est préférable parce qu'elle pose nettement les bases de l'existence d'un syndicalisme de masse.

Elle est communiste de tendance puisqu'elle justifie l'existence d'un parti communiste. Elle repousse les partisans de l'autonomie, les syndicalistes purs. Pour Boyer, la position de la majorité est à mi-chemin entre la C.G.T.U. et la Ligue syndicaliste. Collinet montra qu'une telle alternative n'existait pas. Il invoqua pour la nouvelle majorité fédérale avant tout le droit de juger et de condamner la ligne du P.C. Il déclara que la véritable et saine attitude communiste était représentée par l'opposition communiste, qui renouvellait la tradition du bolchévisme russe. Il s'éleva contre les tendances autonomistes qui se contentent de vouloir ramener le mouvement syndical de 20 ans en arrière.

Ce n'est pas revenir en arrière qui est nécessaire, c'est aller de l'avant en luttant contre la ligne fautive du P.C. qui est redoublée par la C.G.T.U. (troisième période, antagonismes capitalistes et soviétique, liquidation de la guerre, dangers de guerre, ascension du capital et radicalisation des masses, tactique syndicale du 4^e congrès de l'I.S.R., syndicalisme de secte, prétention injustifiée du P.C. actuel d'être le zèle du prolétariat). Boyer affirme que l'opposition avait sa racine dans une aristocratie. Collinet lui répond en opposant les dockers oppositionnels aux cheminots en grande partie majoritaires — en fin de compte il demande de voter contre la motion Boyer en se refusant à approuver telle quelle la plate-forme fédérale.

Un camarade de la Ligue syndicaliste déclara que jamais il ne s'était élevé contre l'idée d'un parti politique nécessaire, et qu'il n'était pas syndicaliste pur, étant prêt à adhérer à un véritable parti communiste. Boyer tenta bien de jeter le « trotskysme », dans la balance, vieux système dont la *Vie Ouvrière* use si pauvrement ; sa motion ne récolta que deux voix, contre 19 à la motion Lefort et 2 abstentions.

LA VIE DE L'OPPOSITION

L'opposition doit aborder franchement ses tâches d'organisation. Le temps des petits groupes disséminés et sans liens est passé. La crise du parti nous impose de voir toujours plus clair, d'avoir une action plus nette et plus précise. Jusqu'à présent l'opposition communiste s'est contentée de publier à longs intervalles des revues ou journaux. La publication de ces revues constituait la seule activité de l'opposition.

La *Vérité*, journal hebdomadaire, doit être publiée d'une autre manière. Sa diffusion doit être appuyée par l'action de groupes constitués et par un constant échange d'idées entre ces groupes et leur journal.

L'opposition, ce n'est pas un groupe cristallisé autour d'un journal. Tout au moins, il ne doit pas en être ainsi, sans quoi on dégénère en secte sans bases et sans perspectives.

Au contraire, le journal doit être seulement l'arme, la pensée claire, des groupes et de l'opposition en général. Par l'intermédiaire des groupes l'opposition doit contrôler le journal, lui insuffler la vie, et en faire la critique, de façon à l'améliorer toujours.

Aujourd'hui nous faisons le premier pas dans ce sens. Nous organisons un groupe à Paris, et bientôt nous en organiserons d'autres en banlieue et dans la province.

Notre appellation générale c'est : **Opposition communiste**. Le groupe de Paris s'appellera **Groupe de la Région Parisienne**. Nous appellerons pareillement, selon la dénomination locale, les futurs autres groupes.

Nous pensons que tous les camarades qui sont, dans l'ensemble, d'accord avec le point de vue de l'opposition de gauche doivent rejoindre nos rangs. Nous ne voulons pas que cet accord soit purement verbal et limité à la répétition de quelques formules-clichés. Nous estimons que cet accord doit être avant tout marqué par le **désir de travailler et la volonté de développer l'action de l'opposition**. Le travail pour l'amélioration et la diffusion de la *Vérité* est une des bases essentielles de l'accord que nous souhaitons trouver autour de nous.

Les groupes devront exercer une critique constante sur le contenu et la ligne politique du journal. Tous les rédacteurs du journal doivent être responsables devant l'ensemble des camarades du contenu de leurs articles.

Dès à présent, les groupes devront aborder l'étude de la situation du mouvement communiste en France, et des problèmes concrets qui sont posés par la crise du parti.

En dehors des séances ordinaires des groupes, qui ne comprendront que les camarades formellement membres de l'opposition communiste, il faudra tenir des réunions ouvertes aux sympathisants de toutes tendances, pour discuter largement des problèmes qui suscitent aujourd'hui des controverses dans le mouvement communiste.

Il a existé et il existe encore des groupes qui se réclamaient de l'opposition sur une base plus ou moins définie. Si toutefois nous estimons nécessaire de créer de nouveaux groupes, plus larges, avec un journal hebdomadaire, avant de publier un quotidien, c'est que les anciens groupes n'ont pas su aborder le nouveau stade de développement de l'opposition. Ni au point de vue de leur développement numérique, ni au point de vue de leur cohésion politique — ce qu'on peut facilement montrer — leur base n'offrait de suffisantes chances de développement.

Nous estimons que tous les camarades appartenant à ces groupes, et ces groupes dans leur ensemble, peuvent adhérer à l'opposition (fraction communiste de gauche), si rien d'essentiel ne les sépare de nous. De cela eux seuls peuvent juger. Nos opinions exposées et défendues dans la *Vérité* peuvent leur servir de base de jugement.

Mais si, au contraire, des différends politiques se font jour entre eux et nous,

alors nous les examinerons avec la volonté de préciser notre orientation et de les combattre. C'est la seule voie dans laquelle l'opposition communiste peut croître.

Il faut nous lier aux larges couches de sympathisants, et organiser les meilleurs et les plus dévoués camarades. Notre plate-forme générale est connue, elle se précisera et se développera rapidement.

La revue *La Lutte de classes* continuera à paraître mensuellement. A partir du mois de janvier, son format et son contenu seront augmentés. *La Lutte de Classes* sera la revue d'éducation et de discussion théorique de l'opposition. Ses pages sont à la disposition des camarades. Elle doit devenir l'indispensable instrument de propagande où se trouveront des textes et discussions importants qui ne peuvent pas trouver place dans le journal, des documents, et en général tout ce qui est nécessaire aux militants pour apprendre et comprendre.

Formation d'un groupe hongrois d'opposition

Réunis le 20 octobre, des oppositionnels hongrois ont décidé de former un groupe de langue. Ce groupe donnera son adhésion au groupe oppositionnel français.

Notre groupe accueillera tous les camarades qui ont été exclus du parti communiste pour délit d'opinions de gauche ou de tendances « trotskystes », tous ceux qui ont quitté le parti et qui sont d'accord avec l'opposition de gauche, les ouvriers conscients qui sont prêts à lutter sans trêve contre la bourgeoisie, mais qui comprennent qu'il faut aussi lutter contre la bureaucratie du parti et contre l'ultra-parlementarisme.

Que voulons-nous faire ? Fonder une nouvelle Internationale ? Pas du tout. Notre but est de ramener la III^e Internationale dans la voie tracée par Lénine, de chasser la bureaucratie qui a envahi notre parti.

Il est temps de commencer un grand nettoyage aussi bien dans les groupes de langue du parti que dans toute l'Internationale.

On ne peut pas laisser à la direction du parti des hommes qui se bornent à répéter qu'il y a « radicalisation des masses », alors que le parti est en pleine décomposition et que beaucoup d'ouvriers abandonnent les organisations révolutionnaires.

On nous a demandé de descendre dans la rue le 1^{er} août. Cela aurait été bien si on avait élaboré un plan d'action précis, permettant de suivre les mots d'ordre donnés. Mais ceux qui sont descendus dans la rue sont tombés dans les bras de la police, comme cela s'était passé dans de précédentes manifestations.

Et pour l'Union Soviétique, peut-on admettre tout ce qui s'y passe et approuver la politique stalinienne ?

Pour donner à nos camarades hongrois une information sérieuse sur le mouvement international,

Pour lutter contre la politique centriste de Staline et de sa clique,

Pour ramener le communisme dans la voie indiquée par Lénine,

Nous lançons un pressant appel aux ouvriers hongrois et leur demandons de venir renforcer notre groupe.

LE GROUPE HONGROIS
D'OPPOSITION.

Adresser la correspondance à l'administration de la *Vérité*, 45, boulevard de la Villette, Paris (10^e)

Le Gérant : P. FRANK.

Imprimerie SFIC
10, cité Nys, Paris-XI (Métro: 73-2)